Finances publiques : mobilisation contre 21 nouvelles suppressions d'emplois

Sur les grilles de la direction départementale des finances publiques, les manifestants ont accroché une pancarte ressemblant à celles des agents immobiliers lorsqu'ils ont vendu une maison.

A l'initiative de Force Ouvrière, l'ensemble des agents des finances publiques du département étaient appelés à faire grève et à manifester ce jeudi 14 décembre pour dénoncer les 21 suppressions d'emplois annoncées pour 2018.

Le taux de grévistes n'a pas été communiqué. Mais, selon Rachel Sugneau, secrétaire départementale FO DGFiP 52, la moitié des sites (trésoreries) du département étaient fermés. Et à 11 h 30, une bonne soixantaine de personnes se sont rassemblées devant la préfecture avant de défiler dans la rue Victoire-de-la-Marne et la rue Bouchardon pour s'arrêter ensuite devant la direction départementale des finances publiques.

On remarquait dans le cortège la présence de retraités de la CGT venus soutenir le mouvement.

«C'est un plan social»

Rachel Sugneau rappelle que depuis 2013 ce sont 70 emplois qui ont été supprimés dans le département, soit l'équivalent d'une belle PME. «Pour nous, c'est un plan social», souligne-t-elle avant de dénoncer les conséquences pour les usagers : «On ne peut pas dire "moins d'agents et plus de service public"».

La syndicaliste note par ailleurs que le projet de loi de finances pour 2018 prévoit 1600 suppressions d'emplois au niveau national. «La contribution proportionnelle du département, ce serait 5 emplois. Or, on nous en retire 21 ! Dans la Meuse, qui est un département comparable au nôtre, Il y a 11 suppressions. On a du mal à comprendre...»

Le syndicat FO s'inquiète par ailleurs pour l'avenir des trésoreries de Nogent, de Bourmont, de Bourbonne-les-Bains et de Châteauvillain.